**NATIONS UNIES** **TD**

**Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/B/51/L.5
13 octobre 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT
Cinquante et unième session
Genève, 4-15 octobre 2004
Point 3 de l'ordre du jour

# INTERDÉPENDANCE ET QUESTIONS ÉCONOMIQUES MONDIALES DANS LA PERSPECTIVE DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT: COHÉRENCE DES POLITIQUES, STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT ET INTÉGRATION DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE

## Résumé du Président

1. Le débat a porté sur les tendances actuelles et les perspectives de l'économie mondiale, en particulier la situation dans les pays en développement. Les délégations ont souligné les effets bénéfiques de la reprise actuelle pour le monde en développement dans son ensemble, par exemple à travers un accroissement de la demande de produits primaires, mais elles se sont également déclarées préoccupées par le fait que cette reprise avait été inégale et que la croissance du revenu par habitant restait très faible dans les PMA et les pays d'Afrique subsaharienne, ce qui faisait douter de la capacité de ces pays d'atteindre les objectifs internationaux de développement.

2. Un certain nombre de pays en développement restaient également très vulnérables à l'évolution des prix des produits de base et pour ce qui était de l'accès aux marchés financiers internationaux. La récente amélioration de leur situation économique ne devait pas occulter le fait que nombre de problèmes structurels, tels que le chômage, une répartition inégale du revenu, la dette extérieure et des faibles niveaux d'investissement, restaient à résoudre dans beaucoup de pays.

GE.O4-52805 (F) 141004 141004

3. De nombreuses délégations ont exprimé des doutes quant à la viabilité de l'actuel mode de croissance de l'économie mondiale, s'agissant en particulier de la dépendance de cette croissance à l'égard d'une poursuite de l'expansion aux États-Unis, mais les événements récents en Asie pourraient aider à corriger ce déséquilibre dans une certaine mesure. La hausse des prix du pétrole et les incertitudes concernant les taux de change incitaient également à rester prudent quant aux perspectives de croissance à court terme. Si l'envolée des prix du pétrole ne s'inversait pas rapidement, les pays en développement importateurs de pétrole, en particulier les pays les moins avancés, seraient confrontés à des difficultés supplémentaires et auraient besoin d'une assistance.

4. Si une interdépendance accrue pouvait être bénéfique pour l'économie mondiale, un ralentissement simultané aux États-Unis et en Asie, faute d'être contrebalancé par la croissance d'autres grands centres économiques, menacerait sérieusement la croissance mondiale. L'évolution récente du marché mondial du pétrole était un exemple des répercussions négatives que des décisions ou des événements dans un pays pouvaient avoir dans une économie mondiale extrêmement interdépendante. Il a également été avancé que les fluctuations des prix du pétrole, comme les fluctuations d'autres produits primaires, pouvaient avoir des incidences négatives sur les pays exportateurs eux-mêmes.

5. Les transformations économiques et sociales provoquées par la mondialisation continuaient de représenter un défi majeur pour nombre de pays en développement qui n'avaient pas toujours la capacité d'en maîtriser les conséquences. Beaucoup de ces pays continuaient de souffrir d'une multitude de problèmes, dont la pauvreté, le manque de ressources financières, un lourd endettement et, dans certains cas, une sortie nette de ressources. D'autres obstacles importants étaient la détérioration des termes de l'échange, des risques financiers croissants et un faible niveau de développement technologique.

6. Améliorer la gouvernance nationale était important pour remédier à cette situation, mais l'actuel ensemble de règles internationales pouvait réduire les options qui s'offraient aux pays en développement pour gérer effectivement les processus de libéralisation et d'intégration.

7. Une croissance soutenue dans toutes les régions du monde en développement était dans l'intérêt mutuel de tous les pays. À terme, la croissance économique et les débouchés commerciaux des pays plus avancés dépendaient également de l'expansion de la capacité industrielle et des marchés des pays plus pauvres. De nouvelles modalités d'action devaient être explorées au niveau international pour que les pays à faible revenu, en particulier en Afrique subsaharienne, et tous les groupes de leur population puissent tirer profit de l'expansion du commerce international, d'une croissance plus rapide dans les pays développés et dans d'autres régions du monde en développement, et de la mondialisation d'une manière plus générale.

8. Des solutions multilatérales ainsi que des solutions de politique intérieure devaient être trouvées pour que l'environnement commercial contribue véritablement à un développement rapide. La communauté internationale devait renforcer encore la coordination des politiques de développement en vue de faciliter le financement du développement, d'intensifier l'appui technique et financier aux pays en développement, et d'améliorer l'environnement économique international pour que ces pays puissent entreprendre des réformes économiques efficaces en tenant compte de leurs réalités nationales.

9. Une approche globale des actuels défis en matière de développement devait être une approche à visage humain, respectueuse de la nécessité d'assurer au niveau national une marge d'action économique adéquate, et elle devait inclure une bonne gouvernance de la mondialisation, avec des structures participatives et transparentes de prise de décisions économiques internationales. Elle devrait viser à améliorer l'accès aux connaissances et à la technologie, à renforcer la responsabilité sociale des entreprises, y compris dans le cas des sociétés transnationales, et à garantir un financement adéquat et novateur du développement. Sur ce dernier point, de récentes nouvelles propositions d'allégement supplémentaire de la dette des pays en développement, en particulier des PMA et des pays africains, et la poursuite des efforts pour accroître la quantité et améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide étaient les bienvenus.

10. Une attitude de responsabilité partagée a été jugée essentielle non seulement en matière de coopération pour le développement et dans les efforts déployés pour atteindre les objectifs de développement humain, mais aussi dans la lutte contre la pauvreté, le terrorisme et la corruption. Dans un monde interdépendant, cela pouvait considérablement contribuer à la sécurité mondiale.

11. Un autre grand thème du débat a été «La cohérence des politiques, les stratégies de développement et l'intégration dans l'économie mondiale», enrichi par les travaux d'analyse présentés dans le *Rapport sur le commerce et le développement, 2004* et par une réunion-débat avec des experts sur le thème des incidences des taux de change sur le commerce et les implications pour les systèmes commercial et financier internationaux.

12. De nombreuses délégations ont reconnu que, en l'absence d'une approche cohérente des relations économiques internationales, des flux sans restriction de capitaux pouvaient, par leur impact sur les taux de change, compromettre la compétitivité internationale des entreprises et de l'investissement productif dans les pays en développement, et donc avoir de profondes répercussions sur les perspectives commerciales et les perspectives de croissance de ces pays.

13. L'appel en faveur d'une amélioration de la cohérence systémique à l'appui du développement remontait à la création du système économique international d'après-guerre. Dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, tous les pays devaient encore plus tenir compte des incidences potentielles de leurs décisions sur les autres pays. Les puissances économiques avaient une responsabilité particulière à cet égard, étant donné que leurs politiques influaient sur l'ensemble du système économique mondial et sur sa stabilité.

14. Pour les pays en développement, il était impératif de concevoir des politiques nationales qui améliorent le climat de l'investissement privé et la prise de risque pour les entreprises, mais ce n'était que dans un système économique international cohérent qu'une plus grande ouverture au commerce et aux flux financiers internationaux pouvait aider ces pays à instaurer un cercle vertueux de financement extérieur, d'investissements intérieurs et d'exportations.

15. Une plus grande cohérence entre les processus internationaux et les négociations internationales dans les domaines du commerce, de l'investissement, du financement et de la technologie, d'une part, et les différentes stratégies nationales de développement, d'autre part, pouvait aussi contribuer aux efforts déployés pour atteindre les objectifs internationaux de développement.

16. Il y avait de grands espoirs que les négociations visant à la conclusion du Programme de travail de Doha conduisent à l'instauration d'un système commercial multilatéral équitable, renforcent la coopération économique et commerciale internationale, et créent les conditions

d'un développement soutenu, y compris des règles équitables pour le commerce des biens et services et un accès sans distorsions à tous les marchés. Les pays développés étaient invités à se confronter à la nécessité d'une réforme structurelle de leur économie et à abandonner tout protectionnisme.

17. Des facteurs macroéconomiques pouvaient influer sur la compétitivité des entreprises dans les pays en développement. Tel était en particulier le cas des taux d'intérêt, facteur essentiel de l'investissement intérieur, et des taux de change, dont dépendaient beaucoup les résultats commerciaux. Quelques délégations ont indiqué dans ce contexte que même si quelques pays en développement plus avancés utilisaient leur marge d'action pour maintenir leur taux de change à des niveaux délibérément bas, une telle utilisation de la marge d'action ne pouvait être recommandée à tous les pays en développement, et en particulier pas aux PMA.

18. De fortes dépréciations monétaires, qui se produisaient généralement dans des situations de crise, pouvaient ne pas entraîner la hausse souhaitée de la compétitivité - coûts des entreprises nationales et pouvaient même déclencher des pressions en faveur de mesures protectionnistes et d'une dévaluation compétitive, avec tous les risques que cela comportait pour l'économie mondiale. D'où l'utilité de rechercher des solutions aux niveaux régional et global pour réduire l'instabilité monétaire.

19. Au cours de la séance informelle, les intervenants ont considéré que dans les pays en développement, l'impact de l'instabilité du taux de change réel était généralement beaucoup plus fort que dans les pays développés, et ils ont confirmé qu'il était difficile de faire face à l'instabilité des taux de change au niveau national. Il fallait aussi reconnaître que les effets d'une surévaluation dans le cadre d'accords d'intégration régionale pouvaient être particulièrement graves. Quelques réserves ont également été émises quant à la possibilité dans la plupart des régions du monde en développement de conclure des arrangements régionaux d'intégration monétaire, car cela nécessitait des ressources et la volonté d'utiliser de tels arrangements pour stabiliser au niveau régional les taux de change.

20. Quelques délégations ont estimé que la cohérence des politiques pour la gouvernance de la mondialisation en faveur du développement nécessitait également une plus large et plus forte

participation des pays en développement aux processus de prise de décisions et d'établissement de normes concernant l'économie internationale.

21. La situation actuelle du marché du pétrole pouvait aussi être envisagée du point de vue de la cohérence, car elle pouvait appeler une plus étroite coopération entre producteurs et consommateurs pour stabiliser les prix, alors même qu'une telle coopération n'était guère appréciée en tant que possibilité de remédier à l'instabilité des prix d'autres produits de base. Il a été suggéré d'envisager le recours à des mécanismes internationaux pour parvenir à une plus grande stabilité des prix des produits de base.

22. Le *Rapport sur le commerce et le développement, 2004* fournissait d'utiles données, analyses et idées sur les interactions entre les facteurs commerciaux, monétaires et financiers dont dépendaient les résultats commerciaux. Toutefois, ce rapport aussi bien que la réunion-débat laissaient ouverte la question de la nature d'une «meilleure architecture financière internationale», et comment y parvenir. La proposition d'un nouvel arrangement multilatéral relatif aux taux de change impliquait des bases conceptuelles solides, et pour un certain nombre de raisons il pourrait être difficile d'appliquer un tel arrangement. Il n'était pas non plus évident que cela constitue une nette amélioration par rapport aux régimes de change existants.

23. Une évaluation de la façon dont la disposition du GATT relative à la balance des paiements pouvait être utilisée pour remédier aux problèmes liés à l'instabilité des flux financiers pourrait être utile, bien que cette disposition soit assortie de strictes conditions qui en avaient rendu difficile l'utilisation par les pays en développement.

24. Il était à nouveau évident qu'une approche collective s'imposait pour promouvoir la cohérence entre les systèmes commercial, monétaire et financier internationaux. Même si les principaux protagonistes pour les questions se rapportant à la cohérence des politiques internationales étaient l'OMC et les institutions de Bretton Woods, la CNUCED pouvait également contribuer au débat sur les moyens de parvenir à une plus grande cohérence grâce à sa position unique, déterminée par le mandat qu'elle avait de réaliser un traitement intégré des aspects économiques, commerciaux et sociaux du développement.

25. Cependant, la CNUCED devait non seulement examiner les stratégies qui avaient été fructueuses dans certaines régions du monde et à certaines périodes, mais aussi présenter différents scénarios possibles, y compris une éventuelle action concertée de la communauté internationale. Elle devait continuer d'approfondir son travail d'analyse et d'élargir ses programmes d'assistance technique pour aider les pays en développement à faire face aux enjeux complexes de la libéralisation du commerce et de la mondialisation.

---